



PREFET DU MORBIHAN

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT LES TRAVAUX DE REMISE EN SUSPENSION DES ATTERRISSMENTS PRÉSENTS DANS LE
CHENAL DE NAVIGATION DU BLAVET
SUR LES COMMUNES DE PONTIVY, LE SOURN, SAINT-THURIAU, BIEUZY, PLUMÉLIAU, MELRAND, SAINT-
BARTHÉLÉMY, QUISTINIC, BAUD, INZINZAC-LOCHRIST, LANGUIDIC, HENNEBONT.

DOSSIER N° 56-2017-00106

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé le 18 novembre 2015;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin du Blavet, approuvé le 15 avril 2014;

VU l'arrêté préfectoral du 09 mai 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Patrice BARRUOL, directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan;

VU la décision du directeur départemental des territoires et de la mer du 08 mars 2017 portant subdélégation de signature aux agents de la DDTM ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 03 avril 2017, présenté par le Conseil Régional de Bretagne, représenté par Monsieur le Président, enregistré sous le n° 56-2017-00106 et relatif aux travaux de remise en suspension des atterrissements présents dans le chenal de navigation du Blavet sur les communes de Pontivy, Le Sourn, Saint-Thuriau, Bieuzy, Pluméliau, Melrand, Saint-Barthélémy, Quistinic, Baud, Inzinzac-Lochrist, Languidic, Hennebont.
donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**Conseil Régional de Bretagne
Direction déléguée aux voies navigables
283, avenue du Général Patton
CS 21101
35700 RENNES**

concernant les travaux de remise en suspension des atterrissements présents dans le chenal de navigation du Blavet dont la réalisation est prévue sur les communes de Pontivy, Le Sourn, Saint-Thuriau, Bieuzy, Pluméliau, Melrand, Saint-Barthélémy, Quistinic, Baud, Inzinzac-Lochrist, Languidic, Hennebont.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m3 (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Déclaration	Arrêté du 30 mai 2008

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont la référence est indiquée dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 03 juin 2017, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle

opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5^{ème} classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, le montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées aux mairies de Pontivy, Le Sourn, Saint-Thuriau, Bieuzy, Pluméliau, Melrand, Saint-Barthélémy, Quistinic, Baud, Inzinzac-Lochrist, Languidic, Hennebont. où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE du bassin du Blavet pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Morbihan durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage aux mairies de Pontivy, Le Sourn, Saint-Thuriau, Bieuzy, Pluméliau, Melrand, Saint-Barthélémy, Quistinic, Baud, Inzinzac-Lochrist, Languidic, Hennebont par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux, du nom de l'entrepreneur qui les réalisera ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de la présente déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

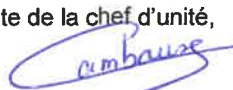
Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Vannes, le 10 avril 2017

Pour le DDTM et par délégation,
L'adjointe de la chef d'unité,



Marie-France CAMBAUX